


FRANCE

L'ÉCOLE RUMINE SA RENTRÉE COLÈRE

Suppression des contrats aidés, retour du jour de carence, gel du point d'indice... Depuis un mois, les profs se mobilisent contre les mesures du gouvernement. Ils sont appelés, comme tous les agents du service public, à débrayer mardi.

ANALYSE

 Par
KIM HULLOT-GUIOT

A chaque rentrée scolaire ses mouvements sociaux. Pour sa première comme ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer n'y a pas échappé. Selon le syndicat du primaire Snuipp-FSU, des actions ont eu lieu dans plus de cinquante départements. Les motifs sont divers : suppression des contrats aidés, mise en place laborieuse des CP dédoublés, sureffectifs, manque de moyens matériels et humains... De la maternelle au lycée et du nord au sud du pays, en passant par l'outre-mer, des équipes pédagogiques ont agi depuis septembre pour de meilleures conditions d'enseignement. Et si elles n'ont pas toujours obtenu gain de cause, partout les cours ont repris. La mise en place des CP dédoublés dans les écoles en réseau d'éducation prioritaire (REP+) a occasionné des grèves le jour de la rentrée, comme à Vaulx-en-Velin, près de Lyon, où une dizaine d'écoles sont restées fermées, les enseignants estimant la mise en place du dispositif précipitée. Les portes ont depuis été rouvertes.

La suppression d'une partie des emplois aidés a aussi mené nombre d'établissements à décider de grèves allant d'un jour à trois se-

maines, comme à Grenoble (*lire ci-dessous*). De nombreux rassemblements ont eu lieu devant rectorats et préfetures. Entretien des locaux, cantine, aide administrative, surveillance... Les agents en contrat aidé assuraient des tâches nécessaires au fonctionnement des établissements. «*Il y a eu une augmentation des mobilisations par rapport aux autres années*, constate le syndicat du secondaire Snes-FSU. *Ça s'est un peu calmé, des gens [dont les contrats ont été annulés en septembre] ont été réembauchés en octobre sous d'autres contrats parce qu'on s'est bien rendu compte que ça n'allait pas marcher.*»

«Chou blanc»

Au collège Canterane de Castelnau-Médoc (Gironde), l'annulation du contrat de Clotilde D., qui assurait la gestion du numérique, a provoqué la colère. Au rectorat de Bordeaux, on explique que l'informatique ne relève plus de la compétence des académies mais, depuis 2013, des départements, et on assure que Clotilde D. s'est vu proposer un autre poste... d'assistante d'éducation spécialisée dans l'accompagnement d'élèves handicapés, soit un travail qui n'a pas grand-chose à voir avec ses compétences. S'ils assurent leurs cours, les enseignants restent mobilisés, et près de 1000 personnes ont signé une

pétition en faveur de l'agente. La secrétaire générale du Snuipp-FSU, Francette Popineau, estime d'ailleurs que globalement, «*en termes de résolution, on fait chou blanc, à part sur des situations personnelles de personnes en contrat aidé. Les préfetures et les académies ne pourront mettre les choses à plat que si une enveloppe est débloquée au niveau gouvernemental.*»

Ailleurs, comme au lycée Voltaire, dans le XI^e arrondissement de Paris, ce sont des baisses d'effectifs qui sont pointées du doigt. Le rectorat estime que l'établissement entre dans les clous. Les enseignants du lycée Turgot, dans le III^e arrondissement, ont aussi fait grève en raison d'une accumulation de problèmes, comme des postes non pourvus.

«Serrer la ceinture»

Au moins trois lycées en Seine-Saint-Denis restent également mobilisés (*lire ci-dessous*). Mais le vrai test pour les organisations syndicales aura lieu mardi, où les agents du service public sont appelés à débrayer. Les motifs d'insatisfaction sont nombreux : gel du point d'indice – «*les fonctionnaires ont perdu 9% de pouvoir d'achat en sept ans*», selon Francette Popineau –, rétablissement du jour de carence, incertitude autour de la CSG... «*C'est tout de même un petit peu fort de serrer la ceinture aux fonctionnaires quand en même temps on supprime l'ISF*», tacle la syndicaliste. ◀



Manifestation contre
les ordonnances
Pénicaud,
le 21 septembre
à Paris. PHOTO MARTIN
COLOMBET, HANSLINCAS